

Conférence XBRL France 2025
Horizons et perspectives :
ESEF & reporting réglementaire

19 novembre 2025

avec le soutien de la



Durabilité – Panorama réglementaire

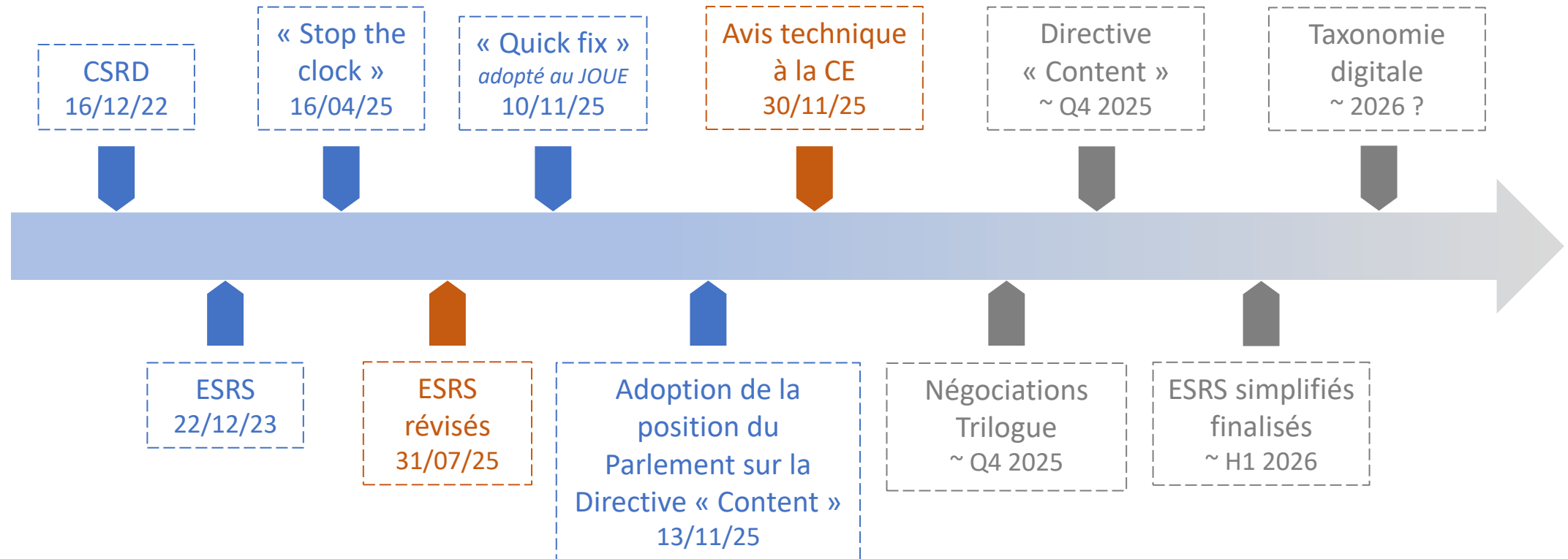
- Romane Maguet
- BM&A
- Membre de XBRL France et Europe

CSRD et Omnibus

Adopté par la CE ou autre

Travaux de l'EFRAG

En cours ou non commencé

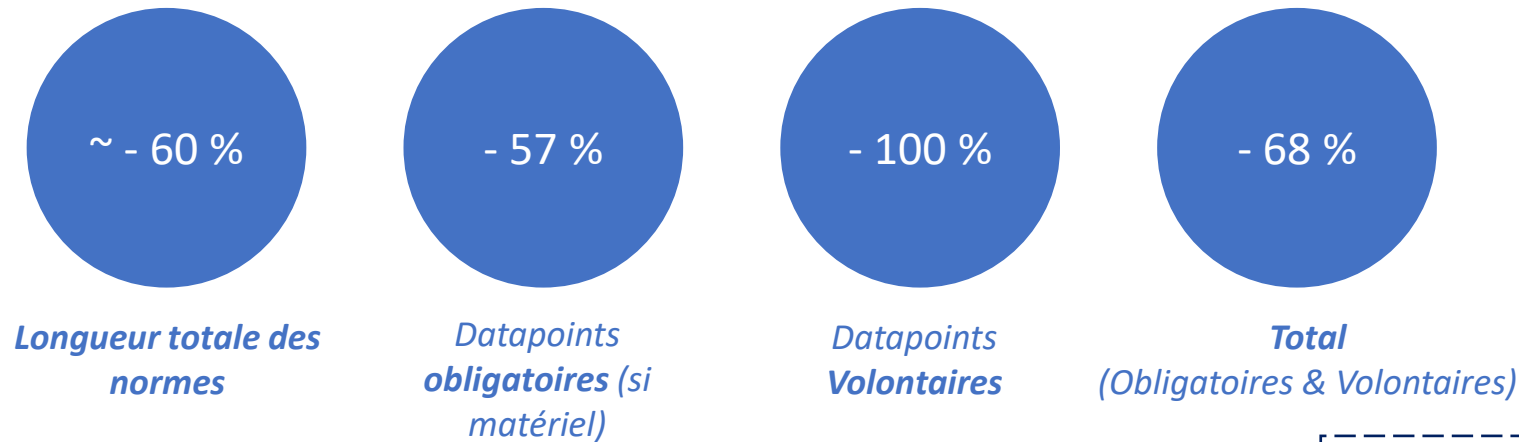


CSRD et Omnibus

	« Stop the clock »	« Content »	« Quick fix »
Statuts	<ul style="list-style-type: none">Directive adoptée au niveau européenDoit être transposée dans chaque pays membre	<ul style="list-style-type: none">Révision des normes ESRS par l'EFRAG avant fin novembre 2025Adoption potentielle au niveau européen avant fin 2025Doit être transposée dans chaque pays membre	<ul style="list-style-type: none">Acte délégué adopté le 10/11 au niveau européen pour les entreprises de vague 1
Conséquences	<ul style="list-style-type: none">Report de 2 ans des obligations de produire un rapport de durabilité pour les vagues 2 et 3 : à partir de 2028 sur 2027Report d'un an des obligations relatives à la CS3D (devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité)	<ul style="list-style-type: none">Modification des seuils de la CSRD (seuils adoptés par le Parlement le 13/11 : 1750 salariés / 450 M€ de CA)Simplification des normes ESRS et de la Taxonomie européenne (Art. 8)Possible abandon des normes sectoriellesProposition possible de reporting volontaireAbandon possible de l'assurance raisonnablePossible simplification des autres réglementations (CS3D...)	<ul style="list-style-type: none">Extension de 2 ans des dispositions transitoires (Appendice C - ESRS 1)Omission de certaines informations (sous certaines conditions) pour 2025 et 2026 sur les thématiques : ESRS E4 (Biodiversité), S2 (Travailleurs de la chaîne de valeur), S3 (Communautés affectées), S4 (Consommateurs et utilisateurs finaux)



Simplification des ESRS



Méthode de réduction des points de données :

- Élimination des points de données **les moins pertinents**
- La plupart des points de données supprimés proviennent des **narratifs** concernant les politiques, les actions et les objectifs



ESRS Set 1 2023	ESRS simplifiés (EDs) 2025
Total des DP « shall » (excl. Tableaux) : 803	Total des DPs « shall » après réduction: 347

6 leviers de simplifications utilisés par l'EFRAG

Simplifier la DMA

Améliorer la clarté des normes

Clarifier les déclarations en
matière de durabilité

Réduire les contraintes

Reformuler les liens entre les
MDR et les spécifications
thématiques

Renforcer l'interopérabilité

Norme VSME



- Cadre **harmonisé** de reporting
- Collecte **simplifiée** des informations RSE
- Visé à **éliminer les multiples** questionnaires

Répondre aux exigences des grandes entreprises

Répondre aux attentes des banques et des investisseurs

Améliorer la prise en compte des enjeux de durabilité

Contribuer à une économie plus durable et inclusive

Informations générales	Environnement	Social	Gouvernance
B1 – Base de préparation	B3 – Energie et émissions de gaz à effet de serre	B8 – Effectifs – Caractéristiques générales	B11 – Condamnations et amendes pour corruption et pot-de-vin
B2 – Pratiques, politiques et initiatives futures pour la transition vers une économie plus durable	B4 – Pollution de l’air, de l’eau et des sols	B9 – Effectifs – Santé et Sécurité	
	B5 – Biodiversité	B10 – Effectifs – Rémunération, négociation collective et formation	
	B6 – Eau		
	B6 – Utilisation des ressources, économie circulaire et gestion des déchets		

Mise à disposition par l’EFRAG d’un convertisseur XBRL (gratuit et open source) :
+ de transparence
+ de comparabilité

Conclusion

L'année 2025 est une année de **transformation réglementaire**

→ *Nouvelles directives, ajustements et simplifications*

L'évolution de la durabilité viendra surtout **du marché**

→ *Les attentes des investisseurs, des entreprises et des parties prenantes seront le moteur*

Interopérabilité comme levier clé

→ *Harmonisation et convergence des standards pour faciliter le reporting et réduire la complexité*

Conférence XBRL France 2025
Horizons et perspectives :
ESEF & reporting réglementaire

19 novembre 2025

avec le soutien de la



Digitilisation du rapport de durabilité : les défis taxonomiques

- Matthieu Garat
- Amelkis
- Membre de XBRL France et Europe

GT ESG/Durabilité

- Identifier les cas dans les états de durabilité pour lesquels la correspondance entre les points de données de la norme et un passage du document n'est pas simple à comprendre
 - Par exemple, s'il est difficile de décider si un passage correspond à un point de données préparé dans la norme ou est spécifique à l'entité
 - Par exemple, s'il semble que la granularité des disclosures dans le document rend la correspondance avec les points de données de la norme difficile
 - Il ne s'agit pas de commenter le contenu, sauf par exemple large déviation propice à poser des problèmes de tagging
-

- Les exemples et commentaires présentés dans ce document sont constitués d'exemples proposés par les membres du groupe, pour discussion pendant les séances de travail
 - Les exemples proposés représentent les cas étudiés en séance, avant commentaires ou explications de l'émetteur ou des parties prenantes de son reporting, et ne constituent pas de conclusions à eux seuls
 - Les observations faites portent exclusivement sur la clarté, la présentation, les expériences de lecture et de tagging
 - Elles ne constituent en aucun cas une évaluation de ou une opinion sur la conformité aux exigences de la CSRD, des ESRS ou de toute autre norme ou obligation réglementaire
-

- Ces occurrences:
 - rendent le **tagging** du document difficile et/ou sujet à erreur
 - rendent **l'utilisation** du document (non-taggé) difficile pour la recherche de données spécifiques dans le document
 - Deux approches:
 - Document → Taxonomie : identifier un point de donnée dans le document, puis identifier si la donnée correspond à un élément de la taxonomie
 - Taxonomie → Document : choisir un élément de la taxonomie et rechercher dans le document si et où la donnée est présentée
-

Energie renouvelable

Sources renouvelables	Consommation totale d'énergie (en %)	
	Électricité renouvelable (MWh)	1 122 890
	Dont électricité renouvelable achetée (MWh)	1 104 436
	Dont électricité renouvelable autoproduite (MWh)	18 787
	Électricité renouvelable vendue (MWh)	333
	Consommation de carburants provenant de sources renouvelables, y compris la biomasse (MWh)	207 041
	Consommation totale d'énergie provenant de sources renouvelables (MWh)	1 329 931
	Part des sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie (en %)	43,9 %
Consommation totale d'énergie (MWh)		3 026 849

Total energy consumption from renewable sources
Fuel consumption from renewable sources
Consumption of purchased or acquired electricity, heat, steam, and cooling from renewable sources
Consumption of self-generated non-fuel renewable energy

37. The disclosure required by paragraph 35 shall include the total energy consumption in MWh related to own operations disaggregated by:

(c) total energy consumption from renewable sources disaggregated by:

- i. fuel consumption for renewable sources including biomass (also comprising industrial and municipal *waste* of biologic origin), biofuels, biogas, hydrogen from renewable sources (⁴¹), etc.;
- ii. consumption of purchased or acquired electricity, heat, steam, and cooling from renewable sources; and
- iii. consumption of self-generated non-fuel renewable energy.

AR 32. When preparing the information on energy consumption required under paragraph 35, the undertaking shall:

- (f) not offset energy consumption even if on *site* generated energy is sold to and used by a third party;
-

Type de source d'énergie	Source d'énergie	2024
Sources fossiles	Gaz naturel (MWh)	1 247 904
	Charbon (MWh)	0
	Mazout léger (MWh)	15 651
	Fioul lourd (MWh)	1 908
	LPG/Butane/ Propane (MWh)	388
	Solvants et déchets (MWh)	67 698
	Autres sources d'énergie (MWh)	253 585
	Électricité non renouvelable achetée, provenant de combustibles fossiles (le cas échéant) (MWh)	105 349

Total energy consumption from fossil sources
Fuel consumption from coal and coal products
Fuel consumption from crude oil and petroleum products
Fuel consumption from natural gas
Fuel consumption from other fossil sources
Consumption of purchased or acquired electricity, heat, steam, or cooling from fossil sources

Intensité en GES

Le calcul d'intensité en GES de se fonde sur les émissions annuelles des scopes 1, 2 et 3 (*location-based* et *market-based*) par comparaison au chiffre d'affaires net annuel de : (pour l'année civile, donc du 1^{er} janvier au 31 décembre).

Intensité en GES par chiffre d'affaires net	2024	
Émissions totales de GES (location-based) par chiffre d'affaires net (en tCO ₂ eq/k€)	0,0954	GHG emissions intensity, location-based (total GHG emissions per net revenue)
Émissions totales de GES (market-based) par chiffre d'affaires net (en tCO ₂ eq/k€)	0,0902	GHG emissions intensity, market-based (total GHG emissions per net revenue)
Chiffre d'affaires net utilisé pour calculer l'intensité en GES (M€) (1 ^{er} janvier - 31 décembre)	46 539	Net revenue
		Net revenue used to calculate GHG intensity
		Net revenue other than used to calculate GHG intensity

6.1.2. Comptes de résultats consolidés

(en millions d'euros)	Note	2024
Chiffre d'affaires	D.34.	41 081
Autres revenus	D.34.	3 205
Coût des ventes		(13 205)

Déchets (en tonnes)	2024
Déchets dangereux	
Déchets dangereux recyclés	4 027
Déchets dangereux incinérés avec revalorisation énergétique	32 279
Déchets dangereux incinérés sans revalorisation énergétique	13 561
Déchets dangereux envoyés en décharge agréée	176
Sous-total déchets dangereux	50 043
Déchets non dangereux	
Déchets non dangereux recyclés	71 016
Déchets non dangereux incinérés avec revalorisation énergétique	23 886
Déchets non dangereux incinérés sans revalorisation énergétique	565
Déchets non dangereux envoyés dans des décharges agréées	1 441
Sous-total : déchets non dangereux	96 907
TOTAL des déchets dangereux et non dangereux	146 950

Total waste generated
Total waste generated diverted from disposal
Total waste generated directed to disposal
Total types of recovery operations / NA [member]
Preparation for reuse [member]
Recycling [member]
Other recovery operations [member]
Total types of waste / NA [member]
Hazardous waste [member]
Non-hazardous waste [member]

Nombre d'embauches et de départs
par région ^{(a) (b)}

Effectifs au 31 décembre





Monde

	2024	2023	2022
Effectifs inscrits	82 878	86 088	91 573
Contrats permanents (CDI) ^(d)	87,6 %	87,2 %	88,1 %
Nombre total d'embauches	10 457	11 157	12 841
<i>dont Contrats permanents</i>	5 803	5 700	7 204
<i>dont Contrats permanents (en %)</i>	55,5 %	51,1 %	56,1 %
Nombre total de départs	12 405	14 945	16 381
<i>dont Contrats permanents</i>	8 443	10 161	11 911
<i>dont Contrats permanents (en %)</i>	68,1 %	68,0 %	72,7 %
Taux de démission Contrats permanents (CDI) ^(d)	4,0 %	5,9 %	5,5 %
Taux de rotation – Contrats permanents (CDI) ^{(d)(e)}	11,4 %	10,6 %	11,9 %

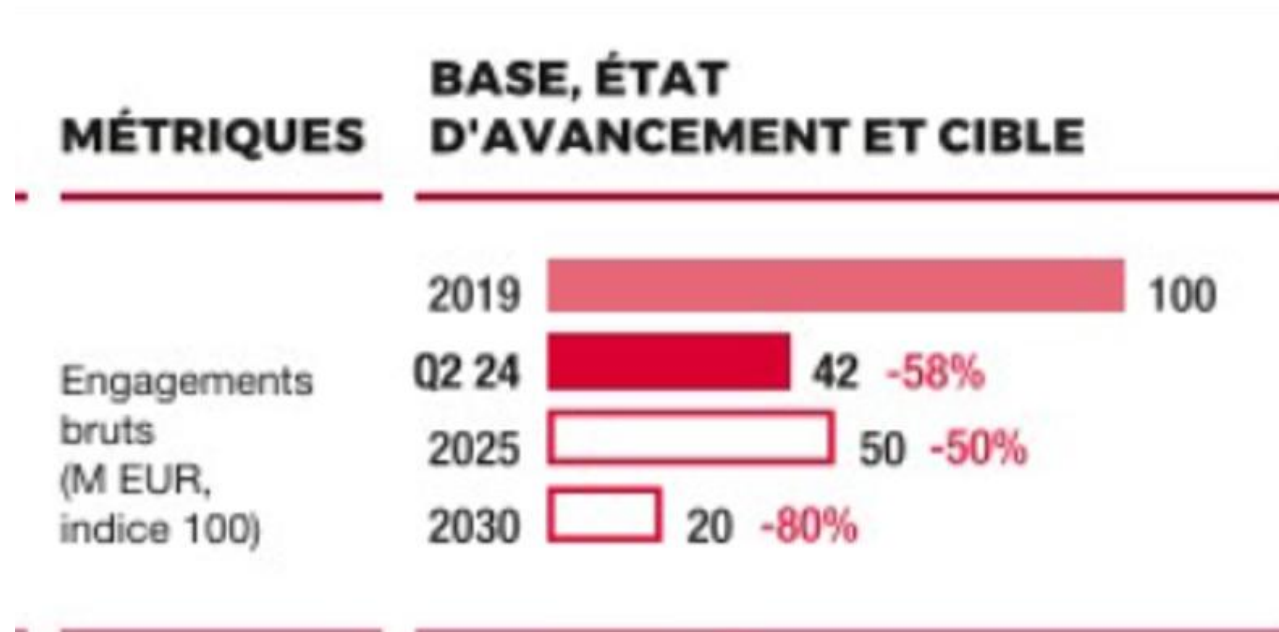
Total number of employees who have left undertaking, during period
Percentage of employee turnover

Évaluation des performances en fin d'année (en %)	2024
Femme	35 032
Homme	33 309
Non communiqué	33
Total	68 374

Training and skills development metrics [line items]
Percentage of employees and (or) non-employees that participated in regular performance and career development reviews
Average number of training hours per employee and (or) non-employee

SECTEUR ET CHAMP D'APPLICATION	MÉTHO- DOLOGIE	SCOPE D'ÉMISSIONS	SCÉNARIO	MÉTRIQUES	BASE, ÉTAT D'AVANCEMENT ET CIBLE
 PÉTROLE ET GAZ					2019 <div><div></div></div> 100 Q2 24 <div><div></div></div> 42 -58% 2025 <div><div></div></div> 50 -50% 2030 <div><div></div></div> 20 -80%
<div>AMONT</div> <div>INTERMÉDIAIRE ET AVAL</div> <div>COMMERCE</div>	PACTA	N/A (financements)	AIE NZE 2050	Engagements bruts (M EUR, indice 100)	
Exploration, développement et production (upstream)					
 PÉTROLE ET GAZ					2019 <div><div></div></div> 29,6 Q2 24 <div><div></div></div> 10,5 -65% 2030 <div><div></div></div> 8,9 -70%
<div>AMONT</div> <div>INTERMÉDIAIRE ET AVAL</div> <div>COMMERCE</div>	PCAF	Scopes 1 et 2 + Scope 3.11 (utilisation finale) de la partie amont de la chaîne de valeur	AIE NZE 2050	Émissions absolues (en MtCO ₂ eq.)	
Secteurs amont, intermédiaire et aval					
 CHARBON THERMIQUE					2019 <div><div></div></div> 100 Q2 24 <div><div></div></div> 44 -56% 2030 <div><div></div></div> 0 (Pays de l'UE/OCDE) 2040 <div><div></div></div> 0 (Monde)
<div>INDUSTRIE MINIÈRE</div> <div>SÉPARATION ET PRÉPARATION</div> <div>STOCKAGE</div> <div>COMMERCE</div>	Sortie du secteur	N/A (financements)	AIE NZE 2050	Engagements bruts (M EUR, indice 100)	
Production d'électricité et extraction de charbon thermique					
 PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ					2019 <div><div></div></div> 221 Q2 24 <div><div></div></div> 114 -48% 2030 <div><div></div></div> 125 -43%
<div>PRODUCTION</div> <div>TRANSFORMATION</div> <div>TRANSMISSION</div> <div>DISTRIBUTION</div>	PACTA	Scopes 1 et 2	AIE NZE 2050	Intensité d'émissions (gCO ₂ eq./kWh)	
Production d'électricité					

Information plus difficile à rechercher, et non sélectionnable.



80. The undertaking shall disclose the measurable, outcome-oriented and time-bound **targets** on material **sustainability matters** it has set to assess progress. For each target, the disclosure shall include the following information:
- (d) the baseline value and base year from which progress is measured;

B.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

À propos

B.1 À propos

B.1.1 L'état de durabilité

B.1.1.1 Contexte réglementaire

L'état de durabilité est une obligation légale en Europe pour les grandes entreprises, c'est-à-dire les entreprises qui dépassent deux des trois critères suivants : 250 employés, 25 millions d'euros de bilan, et 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.¹ Le Groupe remplit les trois critères.

Cet état de durabilité, qui couvre l'année 2024, a pour périmètre l'ensemble des filiales consolidées dans les états financiers en suivant la méthode de l'intégration globale.

B.1.1.1

Contexte réglementaire

La directive

est applicable

depuis le 1er

janvier 2024.

Compte tenu

de la complexité

du référentiel

ESRS

(European

Sustainability

Reporting

Standards)

et afin de

monter en

compétence

sur son

déploiement,

le Groupe

EPC a

décidé de

l'intégrer

progressivement

dans les

Déclarations

de Performance

Extra-Financière

(DPEF) des

exercices 2022

et 2023 :

la directive est applicable depuis le 1er janvier 2024. Compte tenu de la complexité du référentiel ESRS (European Sustainability Reporting Standards) et afin de monter en compétence sur son déploiement, le Groupe EPC a décidé de l'intégrer progressivement dans les Déclarations de Performance Extra-Financière (DPEF) des exercices 2022 et 2023 :

- Pour la DPEF 2022, le Groupe a : a) déployé l'analyse des impacts, risques et opportunités en « double importance relative » (ancienne traduction officielle pour la double matérialité) sur l'activité Explosifs et forage-minage.
- Pour la DPEF 2023, le Groupe a étendu cette analyse à l'activité Mine Urbaine et a commencé le déploiement des points de données du référentiel ESRS. Bien que la consultation formelle des parties prenantes ne soit pas obligatoire², le Groupe a notamment augmenté sa participation à des échanges sur les impacts, risques et opportunités avec ses parties prenantes, y compris sa chaîne

Format image de tous les contenus.

42 6 1 Ratio d'intensité énergétique
| 0,21

Disclosure sans unité

C.4.1 Enjeux

Si la biodiversité n'est pas directement exploitée par le Groupe ce sujet est considéré comme important, étant donné que ses activités peuvent affecter l'environnement dans lequel il opère, que ce soit sur les sites lui appartenant, loués, ou appartenant à un client. Certains sites du Groupe sont situés dans des zones sensibles en matière de biodiversité, ce qui justifie l'attention toute particulière du Groupe pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes. La préservation de la biodiversité est également un enjeu important et émergent pour les clients notamment pour les carrières et les mines, avec une réglementation qui évolue pour tenir davantage compte des impacts réels et potentiels sur la biodiversité pour obtenir ou conserver les autorisations nécessaires à l'exploitation d'un site.

4111 Nombre de sites dans des zones sensibles ou protégées

16

Le Groupe est propriétaire foncier de terrains autour de ses sites de production qui constituent un périmètre de sécurité pour opérer en sécurité. Ces terrains non artificialisés, qui représentent une part significative du foncier maîtrisé par le Groupe, constituent des réserves pour la biodiversité et les écosystèmes.

dans la chaîne de valeur aval. Dans certains cas, notamment pour respecter les réglementations locales, le traitement de produits hors spécifications peut exiger un brûlage, qui sera effectué en respectant les consignes de sécurité du Groupe.

44 41 Tonnes de déchets dangereux générés par les activités du Groupe



44 51 Nombre de filiales de production qui recyclent les produits hors spécification

4

Métriques au milieu des IROs / politiques / actions

C.2.5 Objectifs

Zéro perte de confinement de plus de 1m³ sur les installations industrielles (en nombre d'incidents)

Zéro amende environnementale

Aspects temporels par exemple ?

C.4.4 Actions

La politique du Groupe en matière d'environnement est partagée avec les collaborateurs dès leur arrivée dans l'entreprise via le *handbook*. Par ailleurs, le manuel SSE Groupe met en avant dans le standard opérationnel N°14 (Environnement pour une Prévention des pollutions) et dans le standard technique L (Environnement vers le Zéro pesticide) des exigences permettant de mieux préserver la biodiversité. Des actions spécifiques sont menées pour la préservation de la biodiversité sur les sites du Groupe par exemple :

Information sur la diffusion des politiques dans la section Actions

C.5.5 Objectifs

Compte-tenu des spécificités de chacune des filiales, celles-ci définissent leurs propres objectifs en tenant compte des engagements du Groupe

Explication de la non-fourniture d'objectifs et de la non-intention d'en formuler ?

RÉFÉRENCE		RÉSULTATS			OBJECTIFS		DÉFINITION ET CALCUL
#	INTITULÉ	2022	2023	2024	2025	2030	
22 3 4	Écart de rémunération femmes-hommes	-7%	-4%	-2%			(Rémunération totale des femmes / ETP femmes) / (Rémunération totale des hommes / ETP hommes)



				leurs activités professionnelles
3134	Taux de fréquence des accidents du travail (TF1 12 mois)	8	13	9
				Nombre d'accidents avec arrêt de travail survenus / nombre d'heures d'exposition aux risques pour les salariés x10 ⁶

Heures d'exposition aux risques = heures travaillées ?



C.3 Améliorer la gestion des ressources hydriques

C.3.1 Enjeux

L'eau douce est une ressource qui peut intervenir dans les processus des activités du Groupe. Pour l'activité Explosifs, celle-ci est consommée comme intrant pour la dissolution de nitrate d'ammonium mais également utilisée comme liquide caloporteur dans le processus de fabrication de cartouches ou pour le refroidissement des pompes. En fonction des sites de production et de la réglementation applicable, elle peut également être stockée pour assurer le bon fonctionnement du système de sécurité incendie. Dans les dépôts, elle est utilisée principalement pour le nettoyage des camions. Certains sites de production recyclent une grande partie des eaux voire mettent en place des systèmes de collecte et stockage des eaux de pluie en vue de leur réutilisation.

C.3.2 Engagements

Afin de contribuer à la préservation des ressources en eau, le Groupe _____ s'engage à améliorer sa gestion de l'eau. Cela implique également de veiller à ne pas causer de pollution dans l'eau.

Le Code de bonnes pratiques des affaires, qui s'applique à l'ensemble des collaborateurs dans le monde pour l'ensemble des activités du Groupe, formalise l'engagement de mettre en place des actions de prévention des risques environnementaux. Chaque collaborateur peut s'appuyer sur la Politique Santé, Sécurité et Environnement du Groupe et est tenu de comprendre le rôle qu'il joue dans la préservation de l'environnement dans lequel il travaille. Chacun est encouragé à prendre en compte les risques environnementaux dans ses décisions et à partager

2.4.3 Objectifs associés

Les objectifs associés à l'énergie sont synthétisés dans le tableau ci-dessous

Critères	Part d'énergie renouvelable dans les opérations	Part des boutiques en mesure de reporter leur consommation d'énergie
Cible	100 %	100 %
Périmètre	Scopes 1 et 2 (sites et boutiques opérés par le Groupe)	
Valeur de référence ^(a)	36 %	65 %
Année de référence	2019	2019
Année cible	2026	2023

- Année cible dans le passé

Tableaux de synthèse de la pollution organique dans les effluents des opérations en 2024 :

(en tonnes/an)	2024	(en tonnes/an)	2024	(en tonnes/an)	2024
DCO après traitement		P Total (phosphore total) après traitement		Phénols	
Vins et Spiritueux	2 275	Vins et Spiritueux	29	Mode et Maroquinerie	0,1
Mode et Maroquinerie	20	Mode et Maroquinerie	2	Total	0,1
Parfums et Cosmétiques	38	Parfums et Cosmétiques	2		
Montres et Joaillerie	3	Montres et Joaillerie	0,3		
Autres activités	39	Autres activités	5		
Total	2 375	Total	39		

Les Maisons suivantes rejettent certaines substances mentionnées à l'annexe II du Règlement SCE n° 166/2006 du Parlement européen et du Conseil au-delà des seuils fixés :

- DCO (Demande Chimique en Oxygène, paramètre représentatif de la pollution d'origine organique) pour un total de 2 177 tonnes : Domaine Chandon Californie, Domaine Chandon Argentina, Glenmorangie (Distillerie de Tain) et Ardbeg, Château Cheval Blanc, Château Quinault L'Enclos, Château d'Esclans, Minuty, Joseph Phelps ;
- P Total (phosphore total) pour un total de 15,8 tonnes : Glenmorangie (Distilleries de Tain) et Ardbeg ;
- Phénols pour un total de 0,1 tonne : Loro Piana (site de production de Quarona).

- Pollution de l'eau : chiffres différents entre tableaux et texte

Critères de contribution substantielle										Critères d'absence de préjudice important (« critères DNSH »)									
Activités économiques	Code(s)	Chiffre d'affaires	Part du chiffre d'affaires, année 2024	Atteinte substantielle	Adaptation	Eau	Pollution	Émissions	Biodiversité	Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Pollution	Économie circulaire	Biodiversité	Garanties minimales	Part du chiffre d'affaires alignés sur la taxonomie (A.1.)	Catégorie activité	Catégorie
				changement climatique	changement climatique			circulaire									axonomie (A.2.)	habilité	transitoire
		en millions d'euros	%	O; N; N/EL	O; ; N; ; N/EL	O; ; N; ; N/EL	O; ; N; ; N/EL	O; ; N; ; N/EL	O; ; N; ; N/EL	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	O/N	%	H	T

A. ACTIVITÉS ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE

- Rare cas de « lisible par la machine mais pas par l'humain »